



attac

Le Courriel d'information

n°296 – Mardi 01 janvier 2002.

BONNE ET HEUREUSE ANNEE

Dans ce numéro

1. Un bilan 2001

Mais l'année 2001 est aussi une année charnière qui voit apparaître de nouveaux problèmes. Après Seattle, le mouvement s'était élargi et étendu sur toute la planète dans une croissance linéaire, sans rencontrer de réactions autres que répressives ni de réponses politiques sérieuses. Les attentats du 11 septembre, la guerre en Afghanistan, et la récession économique, qui touche en particulier les Etats-Unis, vont compliquer la donne.

2. Des profs en prison

Rêve d'élèves ou cauchemar social? Bien que les grèves d'employés du service public soient illégales dans l'Etat du New Jersey, les adhérents de la Middletown Township Education Association (MTEA, le syndicat d'enseignants de l'agglomération de Middletown) ne pouvaient prévoir que leur grève, qui a commencé le 29 novembre, puisse aboutir à l'emprisonnement de 228 d'entre eux.

3. 2002 à Davos

ATTAC-Suisse vous invite à L'Autre Davos Les résistances contre la mondialisation du capital Discussion sur des alternatives venues d'en bas Conférence internationale, ateliers, débats Samedi, 26 janvier 2002 au Volkshaus Zurich (Stauffacherstrasse 60)

4. 2002 à New York

Au nom de la démocratie, de la justice économique, de la lutte mondiale anti-impérialiste et au nom de la Terre, nous appelons tous les étudiants, militants, agitateurs et citoyens alarmés par une telle situation à échanger leurs idées, leurs craintes, leurs suggestions et leurs tactiques. Nos "dirigeants" n'effectueront jamais le changement de cap nécessaire. C'est à nous de le faire nous-mêmes !

Un bilan 2001

Par Christophe Aguiton

2001, nouvelles questions, nouveaux problèmes

La décennie 1990 avait été celle de la renaissance des mouvements sociaux.

La réorganisation du monde qui s'était opéré entre la chute du mur de Berlin et la guerre du Golfe pouvait laisser croire à une domination sans partage du capitalisme libéral. La grève générale du secteur public de novembre et décembre 1995, le mouvement des sans papiers, puis celui des chômeurs avaient montré, au contraire, l'ampleur des résistances à cette domination. Un nouveau paysage associatif et syndical a émergé de cette vague de luttes : les SUD, DAL, ACI, etc. La France n'était pas le seul pays à se rebeller contre le libéralisme triomphant. Les syndicalistes coréens, les paysans sans-terres du Brésil ou les indiens zapatistes du Chiapas étaient le symbole du renouveau des mouvements sociaux au Sud. Moins visibles, en tout cas sur la scène

française, des mouvements aux pratiques innovantes, comme "Reclaim the Streets" en Grande-Bretagne ou les "Tute Bianche" en Italie, étaient les signes avant-coureurs d'une nouvelle radicalisation dans la jeunesse.

La longue année 2000, entre Seattle en décembre 1999 et Porto Alegre en janvier 2001, a été celle de l'irruption du "mouvement" sur le plan mondial.

Plus une rencontre importante sur la scène internationale sans manifestations et contre sommet, et, partout, de nouvelles forces militantes, comme ATTAC en France, s'organisent face à la mondialisation libérale. Ce mouvement marque une rupture à trois niveaux. Il est d'emblée mondial, même si ses racines locales et nationales sont fortes. Il voit se tisser des rassemblements inédits, ces dernières années, entre différents secteurs sociaux : paysans, salariés et mouvements de jeunes, particulièrement nombreux dans les manifestations. Il est enfin marqué par des alliances, elles aussi tout à fait nouvelles, entre



attac

les mobilisations environnementales, sociales et démocratiques.

L'année 2001 a été marquée à la fois par l'approfondissement de ces mouvements et par l'apparition de nouvelles questions et de nouveaux problèmes.

Pour ceux qui doutaient encore de la profondeur des luttes contre la mondialisation libérale, Gênes a été une confirmation sans appel. Réunir près de 300 000 manifestants face aux sommets des 7 pays les plus riches du monde, fin juillet, dans une ville vidée de la moitié de ses habitants et bouclée par les forces de l'ordre qui avaient été jusqu'à fermer les gares, le port maritime et l'aéroport, a représenté un saut qualitatif important. Jusqu'alors, l'impact du mouvement s'expliquait par la combinaison entre des manifestations spectaculaires, avec le blocage et l'encercllement pacifique des centres de conférences, et les inquiétudes d'opinions publiques qui vivent au quotidien les conséquences sociales et environnementales de la mondialisation libérale : licenciements boursiers, précarisation des emplois, croissance des inégalités, généralisation des OGM, etc. Mais, au mieux, les manifestations réunissaient quelques dizaines de milliers de personnes. Gênes, comme Québec au mois d'avril pour l'Amérique du Nord, c'est l'entrée dans le mouvement de centaines de milliers de personnes, le plus souvent très jeunes. C'est l'émergence d'une nouvelle génération militante qui restera marquée tant par l'ampleur et la chaleur des manifestations que par la violence de la répression. L'élargissement des mobilisations a été de pair avec l'apparition et le renforcement de mouvements à dimension globale : "Genoa Social Forum" en Italie, "Movimiento de Resistancia Global" en Catalogne, "Globalize Resistance" en Grande-Bretagne ou ATTAC qui, en plus de la France, se développe dans de nombreux pays.

Mais l'année 2001 est aussi une année charnière qui voit apparaître de nouveaux problèmes. Après Seattle, le mouvement s'était élargi et étendu sur toute la planète dans une croissance linéaire, sans rencontrer de réactions autres que répressives ni de réponses politiques sérieuses. Les attentats du 11 septembre, la guerre en Afghanistan, et la récession économique, qui touche en particulier les Etats-Unis, vont compliquer la donne.

La condamnation sans réserve des attentats du 11 septembre allait de soi pour un mouvement qui entend changer le monde par les voies

démocratiques et l'implication active des "citoyens du monde". La guerre en Afghanistan a posé des problèmes plus compliqués. Les militants américains se sont divisés entre les syndicalistes qui n'ont pas voulu s'opposer à la guerre et le mouvement étudiant, plus radical dans son refus de la politique des Etats-Unis. Ailleurs, le mouvement a pu se lier aux associations pacifistes : ainsi en Grande-Bretagne, la manifestation du 17 novembre a été la plus importante des vingt dernières années et, en Italie, la marche entre Pérouse et Assises a réuni, à nouveau, près de 300 000 personnes. Cette capacité du mouvement opposé à la mondialisation libérale à élargir ses thèmes de mobilisation ne sera pas sans suite : plusieurs centaines de militants européens sont ainsi partis en Israël et Palestine fin décembre pour être présents et témoigner de leurs solidarités avec les palestiniens.

Au delà des réactions liées à l'actualité immédiate, une réflexion plus générale s'impose sur l'ampleur du tournant après le 11 septembre. Déjà des mesures répressives sont prises dans tous les grands pays, les attentats étant le prétexte à un tour de vis plus général : en France, les pauvres et les jeunes sont les premiers visés par les nouvelles lois qui punissent de prison l'absence de titre de transport dans les trains, ou qui interdisent de s'attarder dans les cages d'escalier... Derrière ces premières lois, on mesure vite ce que voudra dire le "retour du politique" annoncé par tous les responsables après le 11 septembre. En refusant de contrôler réellement les paradis fiscaux, sauf pour les entités nommément désignées par les autorités américaines, les grands pays indiquent clairement que la "régulation" de la mondialisation ne sera que répressive et que rien ne sera fait pour limiter les marges de manoeuvre de la finance et des entreprises transnationales.

Cependant, la coïncidence entre ces chocs politiques, la montée des mouvements sociaux et militants et la récession économique, fragilise considérablement les bases même de la mondialisation.

Un parallèle instructif peut être fait avec la fin d'une autre phase de mondialisation, le "libre-échange" instauré entre 1846 et 1879. Face à une profonde crise économique et aux remous sociaux qui en découlaient, Bismarck avait fait voter des lois répressives contre la social-démocratie et les syndicats, en même temps qu'il prenait des mesures sociales : stabilité des prix du blé, hausse des salaires, instauration



attac

d'une sécurité sociales pour les ouvriers. Ces mesures avaient un coût pour les produits de l'économie allemande. Pour les protéger, Bismarck réintroduit en 1879 les droits de douanes, d'abord sur le blé, puis sur d'autres productions agricoles et industrielles. Il fut suivi par les autres grandes puissances, et tous se sont lancés dans la constitution d'empires coloniaux pour s'assurer un accès aux matières premières et un débouché pour leur production industrielle.

Aujourd'hui les forces du système, les entreprises, les institutions internationales et les gouvernements des grands pays, ne veulent pas d'une "guerre des civilisations", mais entendent, au contraire, assurer la pérennité de la mondialisation. C'est le signal qu'il ont donné à en novembre à Doha, au Qatar, en engageant un nouveau cycle de libéralisation du commerce dans le cadre de l'OMC. Du côté des mouvements sociaux et militants, très peu sont ceux qui souhaitent un repli sur les états nations. Pour poursuivre les retours au XIXème siècle, la fin du libre-échange s'est produit quand le mouvement ouvrier s'était fragmenté. L'AIT, l'association internationale des travailleurs, la "première internationale" s'était constitué en 1864 à Londres en réaction à la mondialisation des échanges. Les expositions universelles étaient, un peu contre les contre-sommes aujourd'hui, des moments de rencontre entre syndicalistes et militants. Mais l'AIT s'est divisé et affaibli dès le début des années 1870, après la défaite de la Commune de Paris. Aujourd'hui, le mouvement multiplie au contraire les échanges et les contacts. Une nouvelle génération militante, le "peuple de Seattle et de Gênes", se vit comme partie prenante d'un mouvement international qui se bat pour une "autre mondialisation".

Mais si les acteurs réagissent différemment, l'ampleur des problèmes politiques et sociaux à résoudre demandera des redéfinitions et la recherche de nouvelles pistes et réponses. En cela, l'année 2001 restera une année charnière.

Les gouvernements et responsables internationaux sont contraints de prendre en compte les exigences des manifestants et de l'opinion publique, mais ils sont loin d'avoir répondu à leurs revendications précises. En France, les échéances électorales seront l'occasion de débats et de propositions. Mais nous savons tous ce que valent les promesses électorales s'il n'y a ni mobilisations ni rapports de force !

Les mouvements ont, de leur côté, leurs propres échéances. Le premier de ces rendez-vous est le "Forum social mondial" de Porto Alegre, où 80 000 militants venus du monde entier se retrouveront début février pour élaborer leurs propositions et mettre sur pied leur plan d'action.

Christophe Aguiton

Des profs en prison

par Freda Coodin

Bien que les grèves d'employés du service public soient illégales dans l'Etat du New Jersey, les adhérents de la Middletown Township Education Association (MTEA, le syndicat d'enseignants de l'agglomération de Middletown) ne pouvaient prévoir que leur grève, qui a commencé le 29 novembre, puisse aboutir à l'emprisonnement de 228 d'entre eux.

Mais quand les 1 000 enseignants et secrétaires ont passé outre l'injonction de la Cour de retourner au travail le 3 décembre, l'arrestation en masse a commencé.

Diane Swaim, présidente de la MTEA, a déclaré que les adhérents attendant de comparaître devant le juge avaient eux aussi l'intention de braver l'autorité qui a déjà mené beaucoup de leurs collègues en prison. Ils se sont rassemblés derrière le Palais de justice et ont applaudi leurs camarades qu'on emmenait au dépôt.

Le 7 décembre, le syndicat a accepté un arbitrage non exécutoire et les collègues emprisonnés ont été relâchés. Ç Nous avons le sentiment que nos camarades avaient besoin de rentrer chez eux, expliqua Mme Swaim. Nous avons demandé un sacrifice qui allait bien au-delà de ce qui avait jamais été fait dans le passé. Et cela n'allait pas pour autant faire évoluer la position du Conseil de la circonscription scolaire. Le spectacle de leurs employés emmenés menottes aux poignets n'avait pas ému leurs cœurs.

LES COÛTS DE L'ASSURANCE MEDICALE

La raison principale de la grève était que le Conseil insistait pour que les adhérents du syndicat paient, au lieu d'une cotisation annuelle fixe, un pourcentage des coûts d'assurance médicale à mesure que ceux-ci augmentaient. Ç Pourtant, a déclaré Philip Couch, professeur, il en coûte beaucoup plus de conduire en prison



attac

des enseignants chevronnés que de régler la facture de l'assurance médicale.

La frustration du syndicat s'était accumulée en raison de la position inflexible du Conseil. En 1998, le syndicat avait décidé la grève après que ses membres eurent travaillé sans contrat pendant deux ans. Après avoir rejeté les recommandations d'un enquêteur expert engagé pour sortir de l'impasse, le Conseil a imposé un contrat au syndicat en sachant pertinemment que celui-ci était légalement tenu de l'accepter.

Le syndicat était déterminé à ne plus travailler sans contrat. En juin, ses membres décidèrent de se mettre en grève s'il n'obtenaient pas un nouveau contrat en septembre.

Mais les événements du 11 septembre ont durement touché Middletown. Plus d'une douzaine de résidents ont trouvé la mort au World Trade Center. Constatant le désarroi de la communauté, la MTEA remit la négociation au 11 novembre. Mais, si elle n'obtenait pas satisfaction, elle se promit de faire grève à partir du 30 novembre. Le Conseil accepta de négocier, mais pas avant la fin du mois de novembre.

Le Conseil de la circonscription scolaire ne se montra pas plus flexible après le début de la grève. Le syndicat proposa un arbitrage exécutoire le 3 décembre afin que les écoles puissent réouvrir le lendemain même. Le Conseil refusa et les emprisonnements commencèrent.

LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Margaret DeLuca, professeur et adhérente de la MTEA, a décrit son expérience de la prison : Ç C'était affreux. Vous êtes une détenue. Vous abandonnez à la fois vie privée et dignité. È Etant donné un corps enseignant plutôt vieillissant, elle se préoccupe de l'avenir en ce qui concerne la qualité de l'enseignement dans sa circonscription. Ç Je ne pense pas que le Conseil imagine les effets à long terme de cet événement, a-t-elle déclaré. Bien des jeunes professeurs, dont certains ont commencé en septembre, chercheront des postes dans d'autres régions pour la prochaine année scolaire. Comment accepter d'être traité de cette façon ? Pourquoi travailler pour des gens qui vous mettent en prison ?

Comme dans beaucoup d'agglomérations, ce sont les contribuables qui votent les fonds alimentant le budget prévu par le Conseil de la circonscription scolaire. Les deux derniers

budgets ont été rejetés en raison du refus d'augmenter les impôts locaux. Le déficit pour cette seule année se monte à 1,2 million de dollars. Depuis des années, le financement des écoles de Middletown est bien au-dessous de la moyenne de l'Etat.

Les nombreuses réductions intervenues ces dernières années ont non seulement affecté les professeurs et les secrétaires, mais elles ont aussi mené au déclin progressif de la qualité de l'enseignement. Chaque enseignant a davantage de classes, plus d'élèves dans chaque classe, des locaux en mauvais état et des fournitures insuffisantes. Les programmes d'apprentissage ont été annulés.

Philip Couch a déclaré que les adhérents de la MTEA se sont acquittés de leurs tâches. Les résultats des contrôles de connaissances demeurent au-dessus de la moyenne de l'Etat. Nous avons rempli nos devoirs, a-t-il ajouté. Mais il arrive un moment où nous refusons de faire supporter par nos familles les augmentations de frais médicaux, tandis que la communauté refuse de prendre ses responsabilités en approuvant un budget scolaire.

Freda Coodin

Traduction : cooditrad@attac.org

Article publié en collaboration. Labor Notes est un mensuel basé à Détroit. Vous pouvez vous y abonner directement <http://www.labornotes.org>

2002 à Davos

ATTAC-Suisse vous invite à L'Autre Davos

Les résistances contre la mondialisation du capital Discussion sur des alternatives venues d'en bas

Conférence internationale, ateliers, débats Samedi, 26 janvier 2002 au Volkshaus Zurich (Stauffacherstrasse 60)

Avec les cours des actions cotées en bourse, le dernier mythe de la "nouvelle économie" et de la "mondialisation heureuse" s'est effondré. Derrière la vague de licenciements de masse et de restructurations industrielles, c'est une récession internationale qui pointe à l'horizon. Dans ce contexte, les chefs de gouvernement des pays industriels ont déclenché une guerre "de type nouveau", qui a lieu à l'échelle mondiale et durera plusieurs années.



attac

Par la décision de déplacer la rencontre annuelle du World Economic Forum (WEF) de Davos à New York, les global leaders de l'économie mondiale signalent leur "solidarité" avec les meneurs de guerre de nos temps. A ces derniers incombe la tâche de garantir la liberté d'action des grands investisseurs et des entreprises transnationales tout autour de la planète, à l'aide, s'il le faut, de moyens militaires.

L'appropriation privée de la richesse sociale et des ressources naturelles est en même temps une expropriation de la grande majorité de la population de la planète. Des millions de femmes et d'hommes se battent contre cette "privatisation de l'avenir commun", contre l'arrogance du pouvoir dont dispose une petite minorité sur la majorité.

C'est sur leurs expériences et revendications que s'appuie l'Autre Davos. Dans la lutte contre la mondialisation du capital, les contours d'un autre monde commencent à émerger. Ce sera un monde où les différences ne se traduiront pas en hiérarchies; un monde dont les "citoyen.ne.s", réellement libres et égaux / -ales, décideront collectivement de la répartition de la richesse produite et de l'utilisation des moyens de travail; un monde où ils et elles pourront enfin prendre en main ensemble leur propre avenir.

Programme provisoire: (des informations actualisées seront à disposition sur <http://www.otherdavos.net>)

11h00 - Ouverture: L'Autre Davos et le Forum Social Mondial de Porto Alegre

11h45 - 14h15 et 15h00 -18h00 - Ateliers: Restructurations et vagues de licenciements - Liberté pour les personnes au lieu des libertés pour le capital: le mouvement des sans-papiers - Annulation de la dette et secret bancaire: le tribunal de la dette de Porto Alegre - Agrobusiness et industrie de l'alimentation: les profits de la faim - Meurtres politiques et la "lutte contre le terrorisme": Coca Cola et Nestlé en Colombie - AGCS 2002: Le service public sous l'emprise de l'OMC - Crise, guerre et finance: le bras armé de la mondialisation

19h00 -22h00 - Table ronde: La "guerre contre le terrorisme": une nouvelle phase de l'impérialisme?

Avec Gilbert Achcar, Tom Adler, Tariq Ali, Pietro Basso, Jean-Pierre Berlan, Lidia Cirillo, Denise Comanne, Giorgio Cremaschi, Léon Crémieux,

Mascha Madörin, Josef Lang, Edgar Paez, Thomas Sablowski, Rita Schiavi, Giuseppe Sergi, Charles-André Udry, Winfried Wolf et al.

Contact: Attac Suisse, Case postale 34, 1000 Lausanne 20 suisse@attac.org

2002 à New York

MONDIALISONS LA JUSTICE

Appel à la mobilisation étudiante nationale contre le Forum économique mondial (FEM)

Jeudi 31 janvier - Dimanche 3 février 2002
Université de Columbia (New York)

1. LE FORUM ECONOMIQUE MONDIAL (FEM) EN BREF

Qu'est-ce que le FEM ?

Chaque année, un millier des plus grands dirigeants d'entreprises se réunissent afin de définir les priorités mondiales, sous le regard ébahi de l'élite politique et médiatique. Le Forum économique mondial (FEM) se tiendra cette année du 31 janvier au 4 février 2002 à l'hôtel Waldorf Astoria de New York. Il se définit lui-même comme un club regroupant l'élite des dirigeants de sociétés, dont la réunion annuelle constitue le sommet planétaire des milieux d'affaires internationaux.

Quelles sont les priorités du FEM ?

Lors du sommet du FEM à New York, les PDG les plus riches du monde, en collaboration avec les personnalités politiques les plus puissantes du monde, vont définir les priorités économiques mondiales. Pendant ce temps, dans l'enceinte du Congrès des Etats-Unis, les personnalités politiques les plus puissantes du monde collaborent avec les PDG les plus riches du monde pour déployer la "guerre contre le terrorisme".

Les priorités du FEM ont déjà donné naissance à un monde dans lequel 19 000 enfants meurent quotidiennement de malnutrition dans les pays en voie de développement, tandis que la fortune des 200 personnes les plus riches du monde a doublé au cours de ces cinq dernières années.

Ces priorités économiques néolibérales ont également créé un monde dans lequel le gouvernement des Etats-Unis, dont le budget militaire annuel dépasse 270 millions de dollars, soutiennent des dictatures et des régimes



attac

autocratiques, entraînent d'autres nations dans des guerres qui tuent des millions d'innocents, voire davantage. Plus récemment, ces priorités ont conduit le gouvernement des Etats-Unis à mener une nouvelle longue guerre, tout en s'attaquant aux droits des travailleurs, des étudiants et des immigrés à l'intérieur de ses propres frontières.

Ces priorités ont engendré un monde où les habitants de Tuvalu doivent envisager la possibilité de fuir l'île sur laquelle ils sont nés si la montée de la mer due au réchauffement de la planète se poursuit, où quelque 50 000 espèces menacées disparaissent à jamais tous les ans et où près de 87 hectares de forêt tropicale (soit une superficie supérieure à la ville de New York) sont quotidiennement abattus.

Que faire ?

Il est temps de faire le lien entre tous ces phénomènes. Ceux qui profitent de la guerre et en réclament le prolongement sont ceux-là mêmes qui perpétuent les conditions économiques mondiales propices au terrorisme. Le capitalisme pousse à la guerre et la guerre protège le capital. L'impérialisme des Etats-Unis et la domination des multinationales vont de pair.

Au nom de la démocratie, de la justice économique, de la lutte mondiale anti-impérialiste et au nom de la Terre, nous appelons tous les étudiants, militants, agitateurs et citoyens alarmés par une telle situation à échanger leurs idées, leurs craintes, leurs suggestions et leurs tactiques. Nos "dirigeants" n'effectueront jamais le changement de cap nécessaire. C'est à nous de le faire nous-mêmes !

Avec nous, dites :

- NON à la guerre contre le terrorisme
- NON au FEM
- NON aux conditions économiques mondiales propices au terrorisme
- OUI à un monde organisé autour des principes de démocratie, d'égalité, de viabilité et de solidarité.

2. MOBILISATION ET CONFERENCE ETUDIANTES NATIONALES

Quels sont les principaux aspects de la conférence ?

Au cours de cette conférence de quatre jours, trois journées seront consacrées à des ateliers

et des débats, principalement le soir, ainsi que le jeudi et le vendredi, afin de ne pas interférer avec les actions directes prévues en ville le week-end et visant à faire échouer le FEM.

Nous attendons des centaines d'étudiants de tous les Etats-Unis, de Californie, de la côte Nord-Ouest, du Middle West, du Sud et de la côte Est. Nous sommes en contact avec des étudiants étrangers au Canada, en Europe et en Asie. Ensemble et en collaboration avec d'autres mouvements contre le FEM, nous chercherons à façonner le monde que nous voulons.

Quels seront les sujets abordés au cours des ateliers, des débats et des forums ?

- Formation juridique, médicale, tactique et formation aux médias
- Forums sur l'histoire du FEM et de la politique qu'il préconise
- Ateliers sur la mondialisation, les travailleurs, le développement durable et les droits humains
- Information sur les conséquences écologiques de la mondialisation
- Intervenants sur l'influence des entreprises sur les décisions de politique étrangère des Etats-Unis
- Droit des peuples indigènes à l'autosuffisance, entre autres sujets à définir ultérieurement.

3. COMMENT PARTICIPER – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Comment s'inscrire à la conférence ?

Nous demandons aux participants une contribution de 5 à 10 dollars afin de couvrir les frais d'organisation de la conférence. Personne ne se verra refuser l'accès pour des raisons économiques. Les fonds ainsi collectés financeront la réservation des salles, la location de la sono, etc.

Vous pouvez vous inscrire à l'avance à la conférence en adressant un chèque ou un virement au Columbia Student Solidarity Network. Pour de plus amples informations, veuillez contacter par e-mail le Collectif d'organisation du contre-sommet du FEM (WEF Counter-Summit Organizing Collective) à globaljustice@peopleforpeace.org

Quelles sont les possibilités d'hébergement ?

Nous nous organisons actuellement pour que tous les étudiants ne vivant pas à New York puissent être hébergés. Pour réserver votre hébergement, veuillez contacter le Collectif



attac

d'organisation du contre-sommet du FEM à globaljustice@peopleforpeace.org

Comment se rendre à New York ?

Nous ne pouvons malheureusement pas assurer le transport jusqu'à New York. Mais de nombreuses sections locales et régionales organisent actuellement le transport de groupe, en car ou en avion. Nous vous conseillons de vous adresser à l'Anti-Capitalist Convergence Ride Board à <http://www.abolishthebank.org/en/transit.html> qui regroupe les offres et les demandes de transport.

Si vous n'avez toujours pas trouvé de moyen de transport, contactez par e-mail le Collectif d'organisation du contre-sommet du FEM à globaljustice@peopleforpeace.org. Nous nous efforcerons de vous mettre en relation avec un groupe organisant le transport depuis votre région.

Où trouver des informations complémentaires et comment participer à l'organisation de la conférence ?

Des informations sur la Conférence et la mobilisation étudiantes nationales seront diffusées sur le site internet des Etudiants pour une justice mondiale <http://www.studentsforglobaljustice.org>. Veuillez consulter régulièrement ce site pour connaître les dernières nouvelles.

Vous pouvez également vous inscrire sur la liste de diffusion de Globalize Justice <http://groups.yahoo.com/group/globalizejustice> ou adresser un e-mail à globalizejustice-subscribe@yahogroups.com. Vous serez ainsi tenus au courant des toutes dernières informations.

Traduction : Sylvie Guillocheau, traductrice bénévole coordintrad@attac.org